

potential husband. The need for an income is the reason for the increasing numbers of young girls who are found selling in the streets and markets. As Frias concludes, again with no data to support her comments, "From what we could observe, these women appear to marry later than most other women." While I believe that some of her conclusions are valid, they are not scholarly and persuasive.

The book is based on the oral testimony she collected, especially twenty-one life histories of women traders. Interspersed throughout the text are lengthy excerpts from the interviews and life stories she collected. At the back of the book are several pages of color photographs of the markets and vendors, which along with further illustrations in black and white throughout the book provide a useful visual context for understanding urban markets in Mozambique. These primary materials are valuable and give a real flavor of the lives of market women in Maputo.

While she relies in part for her analysis on publications by anthropologists and others concerning urban Africa, there are some very curious lacunae. She never mentions previous studies of urban women vendors in Maputo by Natalina Monteiro, Silvina Rodrigues de Abreu, Palmira Velasco, and Peter Little and Irae Baptista Lundin. She does not seem to be aware of the important work done by fellow anthropologist Ana Loforte on women and community in Maputo. There is no reference to Jeanne Penvenne's work on the history of women and work in Maputo nor to my own publications on urban women in Mozambique, which also include information about women vendors. And her analysis would have greatly benefited if she had turned to some of the rich material on market women in other regions of Africa, including research on Ghana by Gracia Clark, Ghana and Kenya by Claire Robertson, Zimbabwe by Nancy Horn, and many other scholars.

The book is presented as a labor of love, written by a scholar who was happy to return to her childhood home and pursue research on an interesting group of women who live there. But the result is unfortunately limited by the gaps in her research. Because she does not incorporate the findings of earlier studies that might have provided a stronger context for understanding Mozambican market women, she misses some important points and in the end the book is disappointing.

November 2007, Kathleen Sheldon

Álvaro GARRIDO, *Economia e política das pescas portuguesas. Ciência, direito e diplomacia nas pescarias do bacalhau (1945-1974)*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2006, 189 pages, ISBN : 972-671-180-0.

De sa thèse de doctorat intitulée *Abastecimentos e poder no Salazarismo. O Bacalhau corporativo (1934-1967)* et soutenue en 2003 à l'Université de Coimbra, Álvaro Garrido a tiré deux livres. Le premier et le plus long a été publié en 2004 au *Círculo de Leitores*. Le second, plus succinct, ici recensé, l'a été en 2006 aux éditions de l'*Instituto de Ciências Sociais*. Dans cet ouvrage, l'auteur traite de la pêche à la morue entre 1945 et 1974 au regard de trois phénomènes étroitement enchâssés : la recherche scientifique sur les ressources halieutiques, l'évolution du droit de la mer et les relations diplomatiques liées à ce secteur économique. Face à l'évolution

du stock de morues dans l'Atlantique Nord, face aux progrès de la recherche sur ces poissons, aux techniques de pêche, aux transformations du droit de la mer et à l'action des autres puissances maritimes, Garrido décrit l'action – ou plutôt la réaction – du gouvernement, de la diplomatie, des armateurs et de la structure corporative portugais. Il s'attache notamment à la figure centrale et incontournable du secteur des pêches pendant l'*Estado Novo*, Henrique Tenreiro, « patron des pêches » omniprésent au sein des structures corporatives liées à ce domaine d'activité, représentant des pêcheurs auprès du gouvernement et voix du gouvernement auprès des pêcheurs.

Les années 1945-1974 sont marquées par deux phénomènes majeurs qui vont profondément déstabiliser le secteur de la pêche à la morue portugaise. D'une part, le stock de morues dans l'Atlantique Nord, au large du Canada et du Groenland – régions où opèrent les bateaux portugais – décline. Cette évolution résulte en grande partie de la surpêche. Utilisant des outils technologiques de plus en plus performants et notamment des filets aux mailles étroites, les armateurs des différents pays ont ôté à la mer plus de morues que la reproduction naturelle de cette espèce n'en fournissait. Pourtant ce constat ne s'impose que lentement aux armateurs, à Henrique Tenreiro et au gouvernement portugais. Il faut, en effet, que la pêche décline et que leurs profits diminuent pour que les armateurs prennent conscience du phénomène sur lequel des biologistes attireraient l'attention depuis des décennies et dont les fâcheuses conséquences avaient été diagnostiquées par des économistes. Pour faire face à la diminution des stocks, des conventions internationales sont signées et des structures multilatérales voient le jour. Le Portugal participe pleinement à ces tentatives de régulation de la pêche à la morue qui se révèlent cependant relativement peu contraignantes pour les États et les pêcheurs.

Le second fait marquant de cette période est l'évolution du droit de la mer et la rupture avec le principe des trois miles, bande côtière de l'exclusive souveraineté des États. Du fait notamment de la Guerre froide et de la volonté de se prémunir d'un péril maritime soviétique, les États-Unis agissent pour que la zone dans laquelle les États disposent d'une entière exclusivité soit étendue. Dans le cadre des Nations Unies, qui organisent plusieurs conférences sur le droit de la mer, le Portugal s'oppose vigoureusement à cette prétention car elle met en péril les intérêts des pêcheurs de morues qui naviguent au large du Canada et du Groenland (appartenant au Danemark). Toutefois, le gouvernement portugais est pris entre deux intérêts contradictoires. Membre de l'OTAN, farouchement anti-communiste, il ne peut que comprendre et adhérer à la dimension militaire de cette proposition. Cependant, les intérêts de sa pêche la plus symbolique, dans laquelle il a abondamment investi depuis des décennies, sont en jeu. Au sein de plusieurs conventions internationales, le Portugal agit donc pour préserver ce qu'il considère ses « droits historiques », légitimés par la « tradition » de la pêche portugaise dans l'Atlantique Nord. Cependant, la convention de 1958 sur la mer territoriale autorise les États à élargir jusqu'à 12 miles leur zone d'exclusivité. Ce que prétendent faire dès 1963 le Canada et le Danemark, au grand dépit du gouvernement portugais qui essaie par le biais de négociations bilatérales de protéger les intérêts de ses pêcheurs. Le résultat de ces négociations n'est guère probant pour la diplomatie portugaise qui n'obtient qu'une phase transitoire. Les bateaux de pêche portugais furent autorisés à continuer leur activité au large du Canada jusqu'en 1970 et au large du Groenland jusqu'en 1973.

Dans le dernier chapitre de son livre, Garrido montre comment l'oligarchie corporative des pêches, dominée par Tenreiro, fit face à ces évolutions et notamment à la diminution du volume des morues pêchées à partir de 1957. Confrontés à la baisse de la production, les armateurs exigent une hausse du prix de vente, fixé par le gouvernement dans une optique mercantiliste. La pierre de touche de la politique économique et financière de Salazar était en effet de stabiliser les prix et de combattre l'inflation, se protégeant ainsi contre ses effets politiques (revendications de hausses de salaire, parfois violentes). Le gouvernement résiste à cette revendication des pêcheurs mais multiplie les concessions (octroi de subventions, exonérations d'impôts, etc.). Toutefois, le système corporatif salazariste a entraîné la sclérose de ce secteur qui en trente ans évolue peu et se révèle incapable de moderniser ses outils de production (les bateaux) et ses manières de faire. De plus, l'évolution du droit de la mer et l'épuisement des ressources halieutiques amènent ce secteur au déclin. En 1967, le gouvernement libéralise le secteur d'activité en démantelant l'étroite régulation à laquelle il était soumis. Garrido décrit alors comment s'est opérée la transition du Portugal de puissance maritime à la situation d'État côtier, transition résultant de la révolution de 1974, de la décolonisation et de l'évolution du droit de la mer marqué par la création des zones économiques exclusives s'étendant à 200 miles.

Dans sa conclusion, Álvaro Garrido estime que son étude sectorielle peut constituer un apport à la connaissance de l'*Estado Novo*, de sa politique économique et de son fonctionnement administratif. En effet, de nombreux parallèles auraient pu être tracés avec d'autres politiques publiques et notamment la politique agricole. Là aussi, le gouvernement portugais a dû affronter le déclin d'un secteur politiquement influent. Comme dans le domaine de la pêche à la morue, le gouvernement a dû gérer les revendications des propriétaires agricoles (hausse des prix de vente de la production agricole) qui allaient à l'encontre de la stabilité des prix et des salaires imposés par Salazar. Dans ces deux « secteurs traditionnels », le système corporatif révéla son impuissance à gérer des intérêts divergents et sa tendance à freiner l'innovation. Néanmoins, Garrido achève son travail en soulignant la dimension diplomatique de la pêche à la morue. Il écrit ainsi que « *a mais surpreendente conclusão desta pesquisa* » est que « *mesmo sob um regime ditatorial e embora privilegiando uma "diplomacia historicista", Portugal cedeu a princípios e práticas de multilateralismo para defesa dos interesses da pesca do bacalhau nas águas longínquas da Terra Nova, do Labrador e da Gronelândia* » (p. 154). On ne peut toutefois que nuancer cette conclusion. En dépit des discours de Salazar, de la propagande exaltant l'indépendance du Portugal et de la politique économique visant la substitution des importations par les productions nationales, le Portugal salazariste n'a pas pour autant quitté la scène internationale. La participation portugaise au sein de commissions prétendant connaître les ressources halieutiques est à mettre en parallèle avec la participation du pays à plusieurs institutions internationales nées après la seconde Guerre Mondiale (OECE, OTAN, ONU, AELE, etc.). Le Portugal intégrait les instances internationales afin d'influencer, modestement, les décisions prises. Pour défendre ses intérêts et notamment son indépendance, le gouvernement portugais préférerait se trouver dans ces institutions plutôt qu'en dehors. C'est l'entrée du Portugal dans une institution supranationale qui aurait été véritablement surprenante. En effet, nationaliste, Salazar refusait toute perte de souveraineté. Mais cela n'était nullement le cas de ces institutions qui se limitaient, dans le cas de la pêche

à la morue, à promouvoir la connaissance des ressources halieutiques. Du reste, le Portugal n'avait pas vraiment d'autre choix que de participer à ces institutions. Ses armateurs pêchant au large d'autres États (le Canada et le Danemark surtout), le Portugal était extrêmement dépendant de leur volonté d'autrui et ne disposait de quasiment aucun élément de négociation. Se couper de toute organisation internationale et refuser toute négociation diplomatique n'auraient conduit qu'à l'incapacité de défendre les « droits historiques » revendiqués par les pêcheurs portugais.

Néanmoins cet ouvrage, reposant sur des archives diversifiées, analyse finement dans les multiples implications de la science, du droit international et de la diplomatie tout en rendant compte de la manière dont le système corporatif et le gouvernement portugais réagirent. Se démarquant d'études trop centrées sur le Portugal et peu attentives aux contraintes internationales et naturelles, il peut offrir des pistes pour des études similaires dans d'autres politiques publiques sous le salazarisme.

Janvier 2008, Victor Pereira

Miriam Pillar GROSSI, Antonio MOTTA & Julie Antoinette CAVIGNAC (eds), *Antropologia francesa no século XX*, Recife, Editora Massangana da Fundação Joaquim Nabuco, 2006, 350 p., ill., ISBN : 85-7019-439-0.

Si on est quelque peu surpris lorsque, dès les premières lignes de la « Note explicative » les responsables de cet ouvrage collectif remarquent combien sont rares les « références sur l'histoire de l'anthropologie française dans la littérature spécialisée en général – et *a fortiori* au Brésil », on doit bien avouer qu'à la réflexion ce constat est fondé. En effet, par rapport au nombre considérable d'anthologies et autres recueils sur l'histoire de la discipline tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne notamment, l'anthropologie française et son histoire apparaissent comme assez confidentielles. Aussi doit-on se féliciter de la parution de ce livre – préfacé par Nathan Wachtel, un historien pour qui histoire et anthropologie sont étroitement associées – qui rassemble un certain nombre de portraits qui sont aussi l'occasion d'analyses de fond, resituant ces personnes qui ont fait – ou qu'on utilise pour faire – l'histoire de l'anthropologie dans ce que cette dernière a de plus actuel. On trouve à la fin du volume une iconographie rassemblée par Fabienne Wateau comportant des clichés dont certains sont peu connus.

Deux remarques, toutefois, qui sans être essentielles, ne sont peut-être pas inutiles. La galerie de portraits présentée n'est pas celle d'anthropologues mais d'ethnologues, seule appellation en usage à l'époque. Reste, bien évidemment, que Claude Lévi-Strauss doit être considéré comme anthropologue puisque son nom est associé à l'anthropologie structurale. Quant à Lucien Lévy-Bruhl, ses théories généralisantes le placeraient plus du côté de l'anthropologie à venir et Marcel Mauss, enfin, toujours à part, précurseur et fondateur, retenons combien il accordait d'importance à l'ethnographie... La seconde remarque concerne l'absence de Roger Bastide. On connaît ses liens évidents et forts avec le Brésil, on sait qu'il a contribué à former nombre d'ethnologues – ou anthropologues – brésiliens. Son